

PROGRAMME



École doctorale itinérante en sciences sociales
(3^{ème} édition)

Approches critiques sur l'Afrique.
Confrontation, circulation et
globalisation des savoirs

Critical Approaches on Africa:

Confrontation, Circulation and Globalization of Knowledge

Université d'Abomey-Calavi, Cotonou, Bénin

17-22 septembre 2018

Cette école est réalisée dans le cadre de l'IRIS Études Globales financée par l'IDEX PSL (ANR-10-IDEX-0001-02 PSL)

PRÉSENTATION

La troisième saison de l'École doctorale itinérante en sciences sociales et humaines se déroulera à **l'Université d'Abomey-Calavi à Cotonou (Bénin), du 17 au 22 septembre 2018**. Elle est organisée conjointement par l'École doctorale des sciences juridiques, politiques et administratives (ED-SJPA) de Cotonou, l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) à Tunis, de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS, EHESS, PSL et de l'Institut de recherche interdisciplinaire en Sciences Sociales (IRISSO, Paris-Dauphine, PSL).

Elle bénéficie de la collaboration du Centre Jacques Berque (CJB, Rabat), du DIAL (UMR IRD, Université Paris-Dauphine), de l'Université Gaston Berger (UGB, Saint-Louis du Sénégal), de l'Université des lettres et sciences humaines de Bamako (ULSHB), du Centre d'études africaines de l'Université de Sousse (Tunisie) et de l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA, Ibadan, Nigéria). Elle est soutenue par Paris Sciences Lettres (PSL) et l'Agence française de développement (AFD).

Cette école itinérante a pour objectif d'apporter un soutien méthodologique et théorique aux doctorants en sciences sociales et humaines tout en stimulant la coopération scientifique entre l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord, l'Europe et ailleurs.

Cette troisième édition, intitulée « **Approches critiques sur l'Afrique. Confrontation, circulation et globalisation des savoirs** », entend prolonger les questionnements qui se sont fait jour à Saint-Louis du Sénégal en 2017. Il s'agit d'abord d'interroger la consistance de l'objet "Afrique" en ses multiples déclinaisons géographiques (Afrique subsaharienne, Afrique du Nord, Afrique des grands lacs..), culturelles (l'Afrique de l'Islam, ..) ou historiques (l'Afrique de la colonisation, l'Afrique des indépendances..) en prenant pour porte d'entrée la genèse, les transformations et les effets de ces découpages qui continuent d'irriguer, sous des modalités diverses, les sciences sociales. Cette réflexion conduit à prendre la mesure de la pluralité des savoirs sur l'Afrique, selon qu'on se situe dans ou hors de l'espace africain, si cet ailleurs concerne une ancienne puissance coloniale (France, Allemagne..) ou bien même anciennement colonisée

(Tunisie..), selon aussi qu'on s'inscrive dans un horizon délibérément scientifique ou dans une logique d'expertise pratique. Quelles questions sont-elles posées et à propos de quels objets, et quelles sont les lacunes ? Comment, aussi, circulent, d'un espace académique à l'autre, les objets, les manières de travailler et de penser les réalités africaines ? Se situe-t-on dans un horizon de "dépendance au sentier" colonial, de sorte que les recherches contemporaines ne feraient, par leurs questionnements, leurs manières de faire et leurs prescriptions en tous genres, qu'actualiser la relation de domination coloniale ? Et que subsisterait une vaste entreprise de domination culturelle de la part d'un Occident unifié ? Quels sont les horizons d'une recherche proprement africaine sur l'Afrique entendant réinventer la conceptualisation des sociétés africaines en s'émancipant de toute influence occidentale ?

Entre savoirs importés et savoirs endogènes, quels contours donner à cette *Afrotopia scientifique* que beaucoup appellent de leurs vœux ? La session doctorale sera ce creuset dans lequel des chercheurs africains et africanistes débattront au sujet des recherches sur l'Afrique sub-saharienne, au Maghreb, en Europe ou en Asie. La diversité des paradigmes et traditions scientifiques sera articulée aux processus de globalisation du savoir à travers laquelle émergent des modèles dominants de production de connaissance. Ces modèles, suscités par des bailleurs de fonds, des organisations internationales et des États, seront confrontés à ceux qui répondent d'abord à la production de connaissances savantes.

L'école doctorale de Cotonou sera composée de sessions plénières au cours desquelles interviendront des enseignants-chercheurs confirmés (matinées) et d'ateliers doctoraux en petits groupes, dans lesquels chaque doctorant présentera sa recherche, moment d'une discussion approfondie tant sur le fond que sur la forme (après-midis).

RENSEIGNEMENTS

Adresse officielle de la session doctorale : itidoctoral@gmail.com

Louise Favel, IRMC : louise.favel@irmcmaghreb.org

DÉROULEMENT DE LA SESSION

Effectifs prévus : 60 étudiants, 15 encadrants.

Les matinées seront consacrées à des conférences concernant les thématiques de l'école doctorale, dispensées par une équipe de professeurs internationaux, et les après-midis seront réservés aux présentations des étudiants.

Qu'est-ce que l'école doctorale itinérante en sciences sociales ?

Créée en 2016, l'école est destinée aux doctorants ainsi qu'aux jeunes chercheurs inscrits dans une des universités francophones d'Afrique de Ouest et du Nord tels que : le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin, le Cameroun... Tous sont soit doctorants ou jeunes chercheurs travaillant dans le domaine des sciences sociales et humaines : sociologie, science politiques, histoire, géographie, anthropologie, économie, droit, etc. Elle existe sous forme de session annuelle, organisée à tour de rôle par et dans une des universités partenaires. Des séances de présentation des travaux alternent avec des ateliers méthodologiques et des conférences. L'école doctorale itinérante permet ainsi aux étudiants francophones de nouer des liens transnationaux et d'accéder à un réseau de chercheurs confirmés travaillant sur des domaines homologues. L'école doctorale promeut une double coopération Nord/Sud et Sud/Sud.

Conseil scientifique : Rose-Marie Lagrave (EHESS, présidente), Oissila Saaïdia (IRMC), Karima Dirèche (Université Aix-Marseille), Mame-Penda Ba (UGB, Saint-Louis du Sénégal), Bréma Ely Dicko (ULSHB, Bamako), Jérôme Heurtaux (Université Paris-Dauphine, IRMC)

Coordinateur : Jérôme Heurtaux (Paris-Dauphine, IRMC)

Chargée de projet : Louise Favel (IRMC)

Cette troisième session est placée sous la responsabilité de M. Victor Topanou, président de l'ED-SJPA et de M. Jérôme Heurtaux, coordinateur de l'école doctorale itinérante.

DEROULEMENT DE LA SESSION

Dimanche 16 septembre

- Arrivée des participants

Lundi 17 septembre

Matin

- Session d'ouverture

Interventions de :

Maxime DA CRUZ, Recteur de l'Université

Frédéric Joël AIVO, Doyen de la FADESP

Victor TOPANOU, Directeur de l'ED-SJPA

Rose-Marie LAGRAVE, Présidente de l'Ecole doctorale itinérante

Oissila SAAIDIA, Directrice de l'IRMC

M. Adrien DELMAS, Directeur du CJB

M. Adrien HAYE, Représentant de l'AFD au Bénin

Jérôme HEURTAUX, Coordinateur de l'Ecole doctorale itinérante

- Répartition des ateliers

- Séance plénière

Moritz HUNSMANN, Démystifier l'écriture scientifique. Réflexions à partir de l'ouvrage « Devenir chercheur. Écrire une thèse en sciences sociales » (Éditions de l'EHESS, 2013).

Après-midi

- Présentations de doctorants en ateliers

Mardi 18 septembre

Matin

- Séance plénière

Karima DIRECHE, Mondialisation des espaces néo-évangéliques au Maghreb. Controverses religieuses et débats politiques.

Ramzi BEN AMARA, Le mouvement Izala au Nigeria entre réforme et Charia.

Cédric MAYRARGUE, Étudier le religieux en Afrique sub-saharienne : repenser les cadres d'analyse au temps de la pluralisation religieuse.

Après-midi

- Présentations de doctorants en ateliers

Mercredi 19 septembre

Matin

- Séance plénière

Armelle CHOPLIN, (Re)mettre les villes africaines sur les cartes : pour une désoccidentalisation la pensée urbaine.

Moritz HUNSMANN, Quand le développement devient le problème. Face aux maladies industrielles en Afrique, dépasser le paradigme de la santé tropicale.

Brema Ely DICKO, L'insécurité au Sahel. Ou comment produire des connaissances endogènes en s'appuyant sur des méthodes inédites. Le cas du Mali.

Après-midi

- Présentations de doctorants en ateliers

Jeudi 20 septembre

Matin

- Séance plénière

- **Adrien DELMAS, L'Afrique : frontières géographiques ou disciplinaires ? Une brève histoire de la théorie de l'oralité, du XVIe au XXe siècle.**
Elieth EYEBIYI, La lutte contre la corruption comme objet de recherche.

Après-midi

- Présentations de doctorants en ateliers

Vendredi 21 septembre

Matin

- Séance plénière
Rose-Marie LAGRAVE, Décentrer les sciences sociales et pluraliser la raison scientifique.
Adrien DELMAS, La transformation des Humanités en Afrique du Sud après la transition démocratique : un témoignage.
Jérôme HEURTAUX, Ce qu'un changement de régime fait aux sciences sociales. Une comparaison entre l'Europe postcommunisme et le monde arabe.

Après-midi

- Présentations de doctorants en ateliers
- Séance plénière : bilan des ateliers

Soirée

- Soirée de clôture et remise des diplômes

Samedi 22 septembre

- Visite de Ouidah : architecture afro-brésilienne, musée du fort, musée d'art contemporain de la Fondation Zinsou.

Dimanche 23 septembre

- Départ des participants

ENCADRANTS

Elieth EYEBIYI

Adrien DELMAS

Rose-Marie LAGRAVE

Jérôme HEURTAUX

Karima DIRECHE

Moritz HUNSMANN

Ramzi BEN AMARA

Cédric MAYRARGUE

Joël AIVO

Victor TOPANOU

Résumé des interventions

Rose-Marie LAGRAVE

Décentrer les sciences sociales et pluraliser la raison scientifique

Dans le cadre des critiques contre l'ethno-occidentalisme des sciences sociales, et de la violence épistémologique qui s'en suit, on s'interrogera sur ce que la décentration des regards et des approches des sociétés et des groupes dominés fait aux sciences sociales en termes de propositions et d'interprétations alternatives. Cependant, dans la tension entre savoir et pouvoir, universalisme et particularisme, et pour ne pas céder au relativisme culturel, tout en maintenant l'horizon universalisable des sciences sociales, on examinera la fécondité du point de vue situé et ses effets sur la pluralisation de la raison scientifique.

Moritz HUNSMANN

Démystifier l'écriture scientifique. Réflexions à partir de l'ouvrage « Devenir chercheur. Écrire une thèse en sciences sociales » (Éditions de l'EHESS, 2013)

L'ouvrage collectif *Devenir Chercheur* part du constat que, malgré les différences individuelles et disciplinaires, les chercheurs en début de carrière rencontrent des difficultés souvent similaires dans l'apprentissage du métier et qu'à bien des égards, l'écriture cristallise ces difficultés. Si l'écriture d'une thèse peut intimider, c'est aussi parce qu'elle expose son auteur au regard critique d'autrui, qu'elle révèle des règles et hiérarchies implicites du champ professionnel des sciences sociales. « L'écriture est au centre du métier de chercheur, mais en silence, et c'est cela qui pose problème » écrit très justement Maryvonne Charmillot dans sa contribution à l'ouvrage collectif. Face à ce que l'on peut bien appeler un travail collectif de mystification de l'écriture scientifique, cette intervention propose de démystifier et de dédramatiser l'écriture, en invitant à réfléchir aux manières de construire nos recherches, de les conduire, de les écrire et de les rendre publiques – et donc à notre positionnement de chercheur.e dans le monde social qui nous entoure.

Quand le développement devient le problème. Face aux maladies industrielles en Afrique, dépasser le paradigme de la santé tropicale.

Le dynamisme économique dans de nombreux pays d'Afrique depuis une quinzaine d'années s'accompagne d'une augmentation sans précédent des affections tels que les problèmes cardio-vasculaires, le diabète, les cancers, les troubles mentaux, ou les maladies neuro-dégénératives. Cet essor des maladies non transmissibles préfigure une évolution majeure des causes de morbidité et de mortalité sur le continent. Ces maladies non transmissibles sont intimement liées à l'industrialisation – que ce soit par les changements de mode de vie qu'elle induit ou par la généralisation des expositions toxiques qu'elle provoque. Toutefois, les expositions professionnelles et environnementales en lien avec ces pathologies constituent une préoccupation marginale des pouvoirs publics africains, alors même que les risques sont exacerbés en Afrique par l'insuffisance des cadres réglementaires et par la faiblesse, voire l'inexistence, des institutions de surveillance et de contrôle. Alors que les risques sanitaires liés aux pollutions

industrielles constituent un enjeu majeur pour le continent africain, les recherches sur la santé en Afrique restent largement centrées sur les maladies infectieuses et l'accès aux soins. A partir de l'exemple des problèmes de santé liés à l'exposition aux pesticides agricoles, cette intervention propose de prendre acte de l'industrialisation des modes de production et de consommation en Afrique et d'étudier les effets sanitaires qui en découlent. Il s'agit donc de dépasser le paradigme limitant de la santé tropicale, et avec lui les préconceptions – encore largement répandues – sur un continent supposément resté à un stade de développement préindustriel.

Adrien DELMAS

La transformation des Humanités en Afrique du Sud après la transition démocratique : un témoignage

En Afrique du Sud, les mouvements étudiants de 2015 et 2016 ont remis la question au centre des débats : comment démanteler la pensée héritée de l'apartheid ? Plus de vingt ans après la chute du régime raciste, cette question hante toujours les sciences humaines sud-africaines. Alors que le terme «post-apartheid» semblait répondre à cette urgence et même concrétiser une vraie ambition intellectuelle, ses significations multiples et parfois contradictoires ont rendu difficile l'établissement d'un paradigme. Cette intervention consistera à témoigner de quelques transformations communes à plusieurs disciplines des SHS en Afrique du Sud suite à la transition démocratique.

L'Afrique : frontières géographiques ou disciplinaires ? Une brève histoire de la théorie de l'oralité, du XVIe au XXe siècle.

Cette contribution a pour objet la correspondance presque exacte entre un objet – l'Afrique, ici subsaharienne – et une discipline des humanités – que l'on appellera, par commodité et sans trop de rigueur – l'histoire orale. Cette correspondance trouve sa plus parfaite expression dans la seconde moitié du XXe siècle chez Jan Vansina quand il affirme qu'« [en Afrique, la tradition orale] n'est pas arrachée à son contexte naturel comme le sont les traditions qui ont été consignées par écrit » (*De la tradition orale*, p.6). Pour remonter le fil de cette proposition qui a largement contribué à définir l'Afrique comme l'objet de prédilection de l'oralité, nous nous arrêterons d'abord au XIXe siècle pour constater combien sont nombreux les va-et-vient, au sein de ce que Paul Veyne a appelé la « science des mythes » ou mythographie, entre les études de l'Antiquité grecque d'une part et les études des traditions orales africaines d'autre part. La piste du parallèle entre Afrique et Antiquité nous mènera au XVIIIe siècle, à la «

théorie des fables » de Fontenelle par exemple, chez qui l'oralité fonde un tel parallèle, mais plus en amont encore. Nous nous arrêterons dans un troisième temps sur quelques essais portugais pour saisir l'histoire des populations rencontrées au XVIe siècle dans le bassin du Congo ou sur la côte swahilie. Si préexistait largement une idée de l'oralité chez les Européens avant le contact direct avec l'Afrique subsaharienne, nous étions loin de ce recoupement quasi parfait entre un continent et une épistémologie et qui n'a fait que se consolider depuis.

*Docteur en histoire de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS, 2010), Adrien Delmas est actuellement chercheur à l'Institut des mondes africains (CNRS UMR 8171). De 2012 à 2016, il a occupé la direction scientifique de l'Institut français d'Afrique du Sud. Il a publié sur les récits de voyage à l'époque moderne, notamment *Written Culture in a Colonial Context. Africa and the Americas 1500-1900* (Brill, 2012) et *Les voyages de l'écrit. Culture écrite et expansion européenne à l'époque moderne, essais sur la Compagnie Hollandaise des Indes Orientales* (Honoré Champion, 2013). Il est le coordinateur principal de *Globafrica*, un programme ANR d'histoire médiévale de l'Afrique subsaharienne (XIe-XVIIe siècle).*

Armelle CHOPLIN

(Re)mettre les villes africaines sur les cartes : pour une désoccidentalisation la pensée urbaine

Cette communication propose de dépasser les oppositions villes occidentales/du tiers-monde, villes développées/en développement, Nord/Sud. Les villes africaines ont été trop souvent oubliées, figurant à peine sur les cartes des villes du monde. Pis encore, leur caractère urbain a souvent été nié. Il est aujourd'hui temps de remettre ces villes sur les cartes, et ainsi de désoccidentaliser la pensée urbaine pour apprendre des villes africaines. Dans une démarche postcoloniale, à travers différents exemples de villes pris dans le monde arabe, au Sahel ou encore dans le Golfe de Guinée, cette communication vise à observer et à comprendre d'autres trajectoires urbaines que celles habituellement mobilisées, offrant de précieux outils pour penser l'avenir des métropoles.

Maître de conférences en géographie et urbanisme

Cédric MAYRARGUE

Etudier le religieux en Afrique sub-saharienne : repenser les cadres d'analyse au temps de la pluralisation religieuse

Les analyses des dynamiques religieuses en Afrique subsaharienne ont longtemps été tributaires de frontières, qu'elles soient géographiques, liées aux religions étudiées ou disciplinaires. A l'échelle continentale, une Afrique « musulmane » s'opposait à une « Afrique chrétienne et animiste [sic] », cette distinction étant reprise au niveau national, avec par exemple, l'opposition entre un « Nord musulman » et un « Sud chrétien » (Côte d'Ivoire, Bénin, Cameroun, etc...), comme s'il existait, d'une part, des blocs religieux homogènes et, d'autre part, une ligne de séparation imperméable entre eux. Ces représentations sont le fruit d'une construction des acteurs religieux eux-mêmes et des chercheurs (spécialisés soit sur l'islam soit sur le christianisme, mais jamais à l'intersection des deux, par exemple). Dans le même temps, ceux-ci ont plutôt mis l'accent sur des spécificités africaines (existence d'un « islam noir », conceptualisation des Eglises « afro-chrétiennes » ...), au risque de déconnecter leurs analyses des travaux plus généraux de sciences sociales du religieux.

Des recherches contribuent aujourd'hui à mettre l'accent sur la différenciation interne des « blocs » religieux et la diversification de l'offre religieuse, liée notamment à la globalisation, sur des territoires religieux de plus en plus partagés d'un point de vue confessionnel et sur les phénomènes croissants de porosité religieuse. L'accent est alors mis sur les échanges et la circulation (de modèles, de modes de prosélytisme, de références, d'acteurs...) entre différents groupes religieux. C'est ainsi que peut être abordée la pluralisation religieuse contemporaine de l'Afrique : une proximité entre acteurs religieux générant des échanges et des interactions renouvelées.

Cette situation impose de réfléchir à nouveau aux cadres d'analyse des dynamiques religieuses en Afrique. Comment appréhender cette diversité ? Comment étudier des formes nouvelles de porosité religieuse ? Faut-il travailler

d'éventuelles spécificités du religieux en Afrique, et comment alors éviter de retomber dans des lectures culturalistes ? Faut-il appréhender le religieux en Afrique comme on le fait « ailleurs » ? Les approches théoriques portant sur d'autres espaces peuvent-elles être utiles et pertinentes pour rendre compte des situations africaines, par exemple même en termes de sécularisation ?

Chercheur associé au LAM (Les Afriques dans le Monde, CNRS-Sciences Po Bordeaux)

Mes publications sur la thématique

- « Le pluralisme religieux en Afrique sub-saharienne », in Alain Dieckhoff et Philippe Portier, dirs., *L'Enjeu mondial. Religion et politique*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2017. <http://www.sciencespo.fr/enjeumondial/fr/religion/part6-5>

- « Les nouveaux christianisme en Afrique. Une introduction thématique », *Afrique contemporaine*, n°252, 2015, p. 13-26 (avec Sébastien Fath), accessible sur cain.

- « Le religieux dans la pluralisation contemporaine, Eclatement et concurrence », *Politique africaine*, n°123, 2011, p. 5-25. (avec Maud Lasseur), accessible sur cain.

Ramzi BEN AMARA

Le mouvement Izala au Nigeria entre reforme et Charia

Le Nigéria est hétérogène sur plusieurs niveaux : sur le plan culturel et linguistique, ethnique et religieux. L'Islam au Nigeria s'est établi dans le nord du pays depuis des siècles. L'École de droit de la Malikiyya est celle suivie par les musulmans nigériens. Au sein de la communauté musulmane, les soufis représentent la majorité avec des centres comme Kano, Maiduguri ou Sokoto. La Tijaniyya et la Qadiriyya (confréries) sont les plus dominantes parmi les confréries soufies.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle les idées de réforme semblent susciter l'intérêt des musulmans nigériens. Sheikh Abubakar Gumi a été le pionnier de ce projet de réforme. Certains le considèrent comme étant un *Mujaddid*, réformateur, et le voient comme le successeur de Sheikh Usman dan Fodio, fondateur du califat Sokoto du XIXe siècle. Sheikh Gumi a été l'un des plus influentes personnalités religieuses au Nigéria durant les années 1960 et 1970

surtout à travers sa confrontation avec la Tijaniyya et Qadiriyya. Sa connaissance de l'Islam fait de lui une autorité. Il a traduit le Coran dans la langue vernaculaire « haoussa ». Sheikh Gumi a été souvent connecté avec le mouvement Izala, comme fondateur.

Cette réforme islamique a été vue par les musulmans comme une solution pour les problèmes du Nigéria sur le plan politique, social et économique. Le mouvement Izala a émergé dans une période d'incertitude et de troubles sociaux. Il a commencé comme un mouvement social attirant les jeunes musulmans et s'est développé depuis 1978 en une organisation avec des structures modernes.

En 1999, la loi de la « charia » a été introduite dans les 12 États du nord du Nigeria. En fait, seule la loi pénale islamique a été officiellement ajoutée au code personnel et familial déjà existant. Il est important de noter que les frontières entre le champ religieux et politique sont fluides. Tous les conflits dans le domaine religieux entre Izala et soufis peuvent être oubliés quand il s'agit d'un projet commun pour ce qu'on considère comme *Umma* (communauté islamique).

Le marché religieux nigérien est complexe. Il est marqué par une forte compétition pour l'espace. Izala s'est établie comme un contre-pôle des confréries soufies. Au cours du temps, Izala a modifié sa stratégie d'affrontement à l'égard d'autres groupes islamiques et s'est concentrés aux activités de la *da'wa* (propagation de la religion) et l'éducation. Le discours relié à la *bid'a* (innovation) ne semble plus être pertinent. Le mouvement Izala a trouvé dans la « charia » une option pour une nouvelle et plus efficace réorientation doctrinaire. Izala ne se présente plus comme un mouvement anti-soufie mais plutôt l'initiateur du projet de la « charia ».

Karima DIRECHE

Mondialisation des espaces néo-évangéliques au Maghreb. Controverses religieuses et débats politiques

Le Maghreb est considérée, depuis plus d'une décennie, comme une terre de mission par diverses obédiences néo-évangéliques mondialisées. Les conversions se multiplient, les lieux de culte émergent un peu partout accompagnés de revendications publiques d'une liberté de culte et de conscience. Ces dernières ont déclenché un véritable débat national en Algérie et au Maroc et des réactions plutôt autoritaires et souvent répressives de la part des autorités politiques et

religieuses. Les réseaux de prédication et de formation des leaders religieux locaux laissent apparaître toute leur complexité dans les connections souvent floues à des Églises d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette présence chrétienne bien éloignée des Églises catholique et protestante du temps colonial alimente un débat public sur la citoyenneté et la diversité religieuse et fait écho à toute la réflexion de l'État de droit au Maghreb.

PARTICIPANTS

ALGERIE

Maissa Youcef ACHEUK, « L'héritage architectural et urbain de la période coloniale française à Constantine (1837-1962): Histoire, caractérisation et perspectives patrimoniales ».

Khadidja BOUSSAID, « Les identités sexuelles en mutations dans la famille algérienne, du dedans au dehors ».

BENIN

Loukoumanou ADAM NOUHOUN, « La maternité chez les adolescentes au Nord-Bénin : Socio-anthropologie de l'accès des adolescentes aux services de santé maternelle ».

Sèlomé Hilaire Serge AIMADE, « SIG et gestion des puits artésiens dans le contexte de la décentralisation dans la commune de Lalo au Sud du Bénin ».

Pédro Ekpé DANSOU, « Les rapports entre les Cours Suprêmes au Bénin ».

Marius Elvis DJOSSOU, « La coopération décentralisée entre la France et le Bénin ».

Moïse DJRALAH, « La gouvernance des systèmes pharmaceutiques ».

Placide KOCHARE, « Autorités traditionnelles et pouvoir politique moderne au Bénin de 1990 à 2016 ».

Kokou Prince Wilfried KPADENOU, « la patrimonialisation urbaine, une opportunité pour un développement urbain durable dans les villes historiques du

Golfe de Guinée. Une analyse comparative entre Porto-Novo, Ouidah et Aného ».

Marlyse Koralie HOUNGBEJI, « L'internationalisation des rapports juridiques internes ».

H. W. Serge OUITONA, « La route dans une économie dominée : cas du Dahomey-Bénin (1913-2011) ».

Audry Jostien EYOMBI, « La souveraineté de l'Etat dans l'ordre juridique communautaire ».

Midjeou Béranger AVOHOUEME TOGBE, « Terre, pouvoirs et décentralisation en milieu rural dans le Sud-Bénin ».

Narcisse M. YEDJI, « La crise de confiance en l'Etat au Bénin à l'ère du renouveau démocratique ».

Lauriane SALIFOU BIO, « Gouvernance locale du service public de l'eau potable ».

Waidi SEYDOU, « Vulnérabilité du paysannat aux changements climatiques dans la dépression médiane au Sud-Bénin ».

Mounirou SEIDOU, « Dynamique climatique et vulnérabilités socio-sanitaires des agriculteurs dans le hollidje au sud Benin ».

Akibo Léopold TCHANGONIYI, « Gestion de la forêt classée d'Itchède-Toffo dans les communes de Pobè et d'Adja-Ouèrè : Diagnostics et perspectives pour une durabilité environnementale ».

Fémi COCKER, « Gestion intégrée des ressources en eau dans le contexte des changements climatiques dans la basse vallée de l'Ouémé, au Bénin (Afrique de l'Ouest) ».

Latifou TIAMIYOU, « La dynamique des pouvoirs liée à la gestion du foncier en milieu périurbain et la mécanisation agricole dans la commune de Parakou. Impacts sur l'environnement et les populations. ».

BURKINA FASO

Gaoussou NEBIE, « Les systèmes politiques traditionnels et la démocratie locale dans la région du centre/est au Burkina Faso ».

Yisso Fidèle BACYE, « La problématique de la participation de la femme au renforcement de la résilience familiale face à la précarité à Ouagadougou : entre invisibilité et nécessité de survie des ménages ».

CAMEROUN

Calvin Minfegue ASSOUGA, « Espaces transfrontaliers, territorialités et conflictualités en Afrique. Cas des bassins Est et Sud du Cameroun ».

Faustine KEDE NDOUNA, « L'informalité et le développement au Cameroun ».

CENTRAFRIQUE

Paul-Crescent BENINGA, « Médias et conflits armés en République Centrafricaine ».

COTE D'IVOIRE

Firmain Kouakou N'GUESSAN, « Occupation de l'espace urbain de Bouaké ».

Koffi Tolla ALLOU, « La problématique de l'exploitation minière artisanale en milieu rural au Nord de la Côte d'Ivoire ».

MALI

Bakary Fouraba TRAORE, « Gouvernance de la sécurité au Mali dans un contexte de conflits armés et de terrorisme ».

Soumaïla MALLE, « Analyse de la réforme de l'organisation de l'enseignement supérieur au Mali ».

MAROC

Hind FTOUHI, « Analyse de l'accès des jeunes au pouvoir en milieu rural ».

Imane El FAKKAOUI, « Les migrants subsahariens au Marché typique de l'ancienne médina de Casablanca : Espace d'interaction, de mixité et de conflictualité ».

Soumya TALBIOUI, « Les valeurs des migrantes. La migration comme vecteur de transformation récurrente de leur système de valeurs ».

NIGER

Issoufou ISSA, « La vente frauduleuse des hydrocarbures ou “ruwa-ruwa” dans la ville de Zinder au Niger ».

TOGO

Kodjo Numnbo AGBEMELE, « Production aquacole et développement socioéconomique dans la région des Plateaux au Togo ».

Digo AKAKPO AHIANYO, « Défis à l'intégration socioéconomique des femmes en Afrique : cas des commerçantes des marchés de la préfecture du golfe au Togo ».

Joachim Edem AMEDJROVI, « Les mouvements migratoires, un vecteur de l'intégration en Afrique de l'Ouest : cas des Sahéliens au Togo ».

Koffi BADAGBO, « Le contentieux constitutionnel de crise en Afrique noire francophone ».

Goumpougouini DJERGOU, « La question foncière et immobilière dans les villes africaines : cas de la périphérie Nord de Lomé (Togo) ».

Mawussé SOMADJAGO, « La dynamique urbaine et les difficultés d'aménagement des espaces verts dans les métropoles d'Afrique subsaharienne ».

Olivier Kokou OGNINGAMAL, « Approche géographique de la criminalité dans une ville côtière ouest-africaine : cas de la ville de Lomé ».

Zoukouloulou OURO-GBELE, « Valorisation du patrimoine touristique du parc national Fazao-Malfakassa ».

Sekdja Prosper SAMON, « Gestion des déchets et sécurité environnementale dans le grand Lomé : entre contradictions décisionnelles et injustice spatiale ? ».

RD CONGO

Justin Beya MULUMBA, « Comportements sexuels des jeunes comme facteur d'émergence du Phénomène Filles-Mères à Kinshasa : Approche ethnographique ».

SENEGAL

Aïcha KAMITE, « Archéologie et Mémoire historique d'un village martyr du Waalo au XIXe siècle : Nder, Sénégal ».

Djiby NDIAYE, « Ordres confessionnels, mouvements religieux et laïcité au Sénégal ».

TUNISIE

Hajer BEN HAMZA, « La migration interne en Tunisie après le 14 janvier 2011 : nouvelle donne ? ».

Samia NABLI, « La mission des Pères Blancs en Tunisie de 1875 au Modus vivendi de juillet 1964 ».